

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 264

MONTREAL, LE LUNDI 14 NOVEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

L'art de la non-candidature

Aux présidentielles françaises, rien ne sert de courir...

Les comédiens savent qu'au cinéma il ne faut jamais forcer le ton. Ils ont appris que celui qui hausse la voix sur les planches pour être entendu doit, devant la caméra, chuchoter, jouer du clin d'œil, éviter les gestes brusques, manier la demi-teinte. C'est le b.a.-ba du métier de saltimbanque.

A quelques mois des élections présidentielles françaises et dans le climat de corruption qui vient de faire tomber un troisième ministre en cinq mois, rien n'est plus précieux que le silence. Les candidats, déclarés ou pas, sont en train de l'apprendre à leurs dépens. Le gagnant de la course de fond qui couronnera, en mai, un président-roi pour sept ans risque d'être celui qui saura le mieux manier l'esquive, économiser ses forces et longer les murs.

En fait, la recette pour être en tête des sondages ces jours-ci, c'est carrément de ne pas être candidat! Les champions toutes catégories de la non-candidature, le président de la Commission européenne Jacques Delors et le premier ministre Edouard Balladur, se disputent la première place. Selon les sondages, le RPR Balladur l'emporterait au second tour sur le socialiste Delors, qui lui-même bataillerait l'autre candidat RPR Jacques Chirac.



Christian Rioux

Or, les deux premiers font des pieds et des mains et multiplient les feintes pour retarder la date de leur entrée officielle dans la course.

Jacques Delors a un prétexte en or puisqu'il ne quittera la présidence de la Commission européenne que le 1^{er} janvier. Il tisse sa toile, crée des «clubs de discussion» dans tout le pays, publie un livre, à la veille du congrès socialiste de Liévin, collectionne les ralliements (dont celui de Michel Rocard). Mais, il n'est pas au terme de sa réflexion et n'est toujours pas candidat!

Edouard Balladur, plus exposé, invoque la nécessité de ne pas nuire à l'action du gouvernement. Il recrute ses ministres les uns après les autres, réclame des primaires à droite afin de désigner le candidat le plus populaire dans les sondages (c'est-à-dire lui-même!) et commande à l'intellectuel Alain Minc une étude sur la France de l'an 2000 qui ferait un programme en or. Mais, lui non plus n'est pas candidat!

Les deux hommes ont le même mot d'ordre: motus et bouche cousue jusqu'en janvier. Les caricaturistes les peignent en sparadrap sur la bouche et en camisole de force. Tout le jeu politique de leurs adversaires consiste depuis quelques semaines à les obliger à se déclarer.

Mais si leur absence du débat n'abuse personne, les «candidats officiels» ont appris à leurs dépens ce qu'il en coûte de se faire voir sur toutes les tribunes.

Michel Rocard, intronisé «candidat naturel» de la gauche l'an dernier, ex-secrétaire général du Parti socialiste et tête de liste aux élections européennes, est aujourd'hui forcé de reconnaître son échec et de se rallier à Jacques Delors. C'est le prix que ce verbeur aux idées parfois lumineuses et aux phrases souvent obscures a payé pour avoir oublié que le président doit se situer au-dessus des partis.

Jacques Chirac, seul candidat d'importance déclaré à droite, risque de trouver le temps bien long jusqu'au mois de janvier. Lors de son entrée en campagne, la semaine dernière, les sondages ont à peine frémé. C'est devant un congrès du RPR boycotté par les partisans d'Edouard Balladur, son «ami de 30 ans», et même son allié Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, qu'il vient de quitter la direction du parti pour se consacrer à la présidentielle.

Il est donc plus probable que jamais que la droite se présente au premier tour à nouveau divisée. Une division qui a aidé François Mitterrand en 1981 et 1988. Mais les jeux ne sont pas faits. La droite divisée avait remporté les présidentielles en 1965 et 1974. Tout peut aussi arriver au gouvernement d'Edouard Balladur. Plusieurs ministres pourraient être l'objet de procédures judiciaires, dont ceux de la Défense, François Léotard, et de la Jeunesse et des Sports, Michèle Alliot-Marie. Edouard Balladur a beau avoir demandé trois mois de calme à ses ministres, rien n'échappe plus en France à l'élection présidentielle. Ni les rivalités entre le balladurien Charles Pasqua (ministre de l'Intérieur) et le chiraquien Alain Juppé (ministre des Affaires étrangères). Ni les «affaires», où l'on s'accuse de part et d'autre de vouloir torpiller le concurrent.

Pour échapper pendant un temps à la tourmente, les présidentielles ont décidé de rentrer la tête et de cultiver l'absence. Leur silence est devenu une arme dans la cacophonie médiatique et face à une élection qui se jouera sur le thème de l'honnêteté. Comme si les électeurs savaient que se taire, c'est aussi une façon de ne pas mentir.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal
Avis publicsB5	Nuageux avec éclaircies. 40% de possibilité d'averses en soirée. Max: 7
ClasséesB8	Québec
CultureB8	Nuageux avec éclaircies. 40% de possibilité d'averses en soirée. Max: 5
ÉconomieB2	Détails en A8
ÉditorialA6	
Le mondeA5	
Mots croisésB5	
Les sportsB5	

L'ENTREVUE

Michèle Fortin, patronne de la télé française de la SRC



PAGE B 1

LE MONDE

Le Canada menace de retirer ses Casques bleus de Bosnie

PAGE A 5

LES ACTUALITÉS

Chrétien dans la tourmente du Timor

PAGE A 4

Le camp du NON suscite déjà la méfiance des troupes de Jean Charest

On ne veut pas «véhiculer le même message que Jean Chrétien»



PHOTO JACQUES GRENIER
Jean Charest a connu un net succès ce week-end en réussissant à attirer plus de 500 délégués aux assises provinciales du Parti progressiste-conservateur. Les délégués ont proposé que le futur chef soit élu au suffrage universel des membres. Le congrès national d'avril 1995 devra trancher la question.

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

L'unité d'action et de pensée du camp du NON n'est pas acquise, en vue de la campagne référendaire. Les conservateurs ne feront pas bon ménage avec les libéraux. La coalition prend naissance dans la méfiance.

Au congrès de l'aile québécoise du Parti conservateur, en fin de semaine à Montréal, les délégués de plusieurs associations de comités ont fait savoir qu'ils n'ont pas l'intention de faire campagne aux côtés des libéraux fédéraux. Pas question pour eux d'œuvrer sous le même parapluie que leurs adversaires des dernières élections générales. Ils ont prévenu leur chef, Jean Charest, qu'ils ne veulent pas le voir sur la même tribune que Jean Chrétien.

«J'espère, Jean, qu'on ne te verra pas sur la même tribune que Jean Chrétien, à lui faire l'accolade et à lui donner la main avec un grand sourire», a lancé une déléguée de la région de Québec.

«Il faut faire attention de ne pas véhiculer le même message que Jean Chrétien», a renchéri un autre.

D'autres délégués se sont vidés le cœur sur les libéraux provinciaux, jusqu'à ce que des pacificateurs les ramènent à la raison. «Il faut faire un petit mariage temporaire. Il faut tout faire pour sauver le pays. Il faut faire front commun avec les libéraux provinciaux. Il faut les pardonner».

S'inscrivant dans le cadre d'un débat sur la campagne référendaire, cette petite séance de défoulement a semblé ébranler quelque peu le chef du parti. En conférence de presse, il a dit comprendre l'expression d'amertume de ces militants, qui ont gardé un mauvais souvenir des dernières discussions constitutionnelles. Compte tenu du fait que le référendum est encore lointain, il est confiant dans le fait que le temps arrangera les choses. Il compte bien offrir la collaboration de son parti à Daniel Johnson, mais n'exclut pas que les conservateurs

VOIR PAGE A 8: CHAREST

Peut-on faire la souveraineté sans s'en rendre compte?

Un pamphlet de Jean Larose dénonce l'évacuation de la véritable discussion politique

JEAN DION
LE DEVOIR

Au Québec, l'idée de souveraineté claudique. Mieux (ou pire), dit Jean Larose, elle rampe. On l'a édulcorée, réduite à un simple calcul, mise tout entière dans la balance de la rentabilité. «Malgré eux», ses propres défenseurs en ont fait un pastiche d'elle-même et accredité la notion voulant que la meilleure façon d'y arriver, c'est en ne s'en rendant pas compte.

Loin de la souveraineté «souveraine», «noble», le «ressentiment» meut les esprits et les cœurs. Plus question de la faire pour, mais contre, avec en tête l'obsession de la revanche. Le discours, la discussion politiques ont été évacués, noyés dans les palabres constitutionnels et l'argutie pseudo-économique, de sorte qu'«on ne se rappelle même plus de quoi l'on parle».

Dans un essai décapant publié demain chez Boréal, *La Souveraineté rampante*, Jean Larose, professeur de littérature à l'Université de Montréal, part à l'assaut de la déflection intellectuelle. Vitriolique, son plaidoyer rembarre les apôtres autoproclamés d'une «gauche» dite culturel-

le, mouche un système d'éducation dont l'étrétesse de vue ne le cède qu'au laxisme, ramène au rang de vessie une vision de la «modernité» qui voudrait bien se faire passer pour lanterne dissipant la «Petite Noireur» dans laquelle le Québec est plongé.

Et surtout, surtout, à l'aube de «la période difficile où nous allons entrer et au cours de laquelle il est possible que notre peuple donne pour la seconde fois au monde étonné le spectacle d'une nation refusant elle-même par les urnes son indépendance», soulève la question tabou du droit, voire du devoir de dissidence dans une société se gavant de consensus.

Ce n'est pas la première fois que Jean Larose se fait pamphlétaire. Cette fois, il retient pour cibles Jacques Pelletier, autre prof de littérature et auteur des récents *Nou-*



Jean Larose

VOIR PAGE A 8: LAROSE

Les Suédois disent ja à l'Europe

LE DEVOIR AVEC REUTERS ET AFP

Les Suédois se sont prononcés hier à 52,2 % pour l'adhésion à l'Union européenne. Après l'Autriche qui a dit «Oui» à l'Europe en juin dernier, et la Finlande qui a fait de même en octobre, la Suède est le troisième des quatre candidats à se joindre à l'Europe communautaire cette année. La Norvège sera la dernière à se prononcer par référendum, dans quinze jours.

L'arrivée de la Finlande et de la Suède — et celle plus hypothétique de la Norvège — dans l'Union européenne, va renforcer la présence scandinave, jusqu'ici limitée au seul Danemark, déjà membre de la Communauté européenne depuis 1972.

Les sondages d'opinion qui ont précédé le scrutin d'hier laissaient prévoir une bataille serrée. Moins de 1% des électeurs ont voté blanc.

Le premier ministre Ingvar Carlsson a exprimé sa satisfaction, affirmant que le résultat du scrutin était «bon pour la Suède et bon pour l'Europe». «Je suis extrêmement satisfait», a-t-il dit.

«C'est un grand jour pour la Suède», a renchéri l'ancien premier ministre Carl Bildt, un pro-européen convaincu.

Après dépouillement de tous les bulletins, il apparaît que 46,9 % des Suédois ont voté contre.

VOIR PAGE A 8: SUÈDE

Moscou a soif

Les queues aux stations d'essence rappellent les pénuries de l'ancien régime

PAULE ROBITAILLE
LE DEVOIR

Moscou — Ils attendent de quatre à cinq heures, parfois ils passent la nuit à faire le pied de grue devant les stations-services de la capitale russe. Moscou a soif! Et la pénurie d'essence dure déjà depuis 10 jours dans la première ville de ce pays, supposément le plus riche en pétrole au monde!

Les queues sont dignes des jours les plus affreux de la grande débâcle de l'Union soviétique. Malgré le froid et l'abrutissement soudain de la crise, les Moscovites ne protestent pas, ils guettent un peu, mais ils acceptent leur sort, résignés. «On n'a pas le temps de manifester, il faut travailler», confie l'un d'entre eux qui grelotte depuis une heure.

À chaque station, la même scène. Une fois son tour venu, le propriétaire de la voiture remplira son réservoir mais aussi plusieurs bidons d'essence qu'il placera, ensuite, avec soin sur son balcon ou dans le coffre de son véhicule. Ceux qui suivront rempliront tout ce qu'ils auront du précieux liquide noir jusqu'à ce que la station soit à sec et ne ferme ses portes.

Les riches, eux, s'en sortent mieux. Sur le long des grandes artères, les propriétaires de camions-citernes vendent l'essence directement au consommateur pour quatre fois le prix d'État.

La qualité de l'essence chez ces vendeurs itinérants laisse parfois à désirer. Malgré le prix, le chauffeur pourrait bien



VOIR PAGE A 8: MOSCOU